

Algérie : Nationalisation et soulèvement

LE 1^{er} octobre 1963 le président de la République algérienne annonçait au peuple algérien la nationalisation des domaines des derniers colons. Un million d'hectares parmi les meilleures terres d'Algérie passaient sous la direction des comités de gestion institutionnalisés par les décrets de mars 1963.

C'est maintenant à plus de 3 millions d'hectares qu'il faut évaluer le secteur socialiste. Aucun pays, ni l'U.R.S.S., ni la Yougoslavie, ni la Chine, ni Cuba, n'est allé aussi loin en si peu de temps. Il n'est pas inutile de préciser que l'annonce de cette décision avait été faite au gouvernement français le 21 septembre, c'est-à-dire deux jours avant ce que la grande presse a appelé « la rébellion kabyle ».

Après l'ampleur de l'abstention enregistrée en Kabylie lors du référendum sur la Constitution, on s'attendait à une manifestation de l'opposition, de celle du moins qui regroupe le Front des forces socialistes. On ne l'imaginait pas sous cette forme.

Un soulèvement oppositionnel

René Batelier, l'un des plus fermes partisans français de ce Front, admettait, à propos du « maquis » de Dra-El-Mizan, que « le régime actuel (de Ben Bella) bénéficie du soutien de la majorité de la population algérienne, lasse des aventures militaires », et en concluait que « s'il a réellement pris les armes, Abdelkader (le personnage central du « maquis »), a eu tort ».

Ait Ahmed qui, lors du meeting de Tizi-Ouzou du 29 septembre, s'est manifesté comme le leader du Front des forces socialistes, a qualifié de « fasciste » l'orientation du gouvernement actuel de l'Algérie. Quelques jours plus tard, répondant aux propositions d'apaisement présentées par un groupe de parlementaires kabyles sur les instances de Ben Bella, apparemment aussi sûr de la solidité de sa position que soucieux d'éviter une effusion de sang, il proclamait

encore sa volonté d'obtenir « la chute du fascisme », ajoutant que « tous les Ben Bella et Boumediene du monde ne parviendront pas à affaiblir notre révolution ».

Le peuple soutient le gouvernement

Le moins qu'on puisse dire du mouvement où Ait Ahmed a entraîné le vieux chef maquisard Mohand ou El Hadj, c'est qu'il n'a pas répondu à l'objectif recherché qui était de « faire tache d'huile ». Le calme où s'est maintenue l'immense majorité du peuple a confirmé l'appui apporté au régime lors du référendum et réitéré, huit jours plus tard, par l'élection de Ben Bella comme président de la République.

Pourtant le « mouvement kabyle » bénéficiait de la circonstance favorable de mouvements de troupes marocaines à la frontière.

Le régime s'est si peu senti menacé qu'au moment même où le leader de l'opposition, encerclé dans Michelet vitupérait contre Ben Bella et Boumediene, celui-ci signait à Moscou un important accord de coopération technique, tandis qu'Ouzegane avait, à Pékin, des « entretiens cordiaux » avec le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères de Chine.

L'essentiel

Concrètement la « rébellion » n'a eu pour résultat, dans l'immédiat, que d'inciter le gouvernement algérien à ne pas ajourner davantage les entretiens avec le Maroc sur le tracé de la frontière commune, prévus lors des accords secrets passés jadis par Ferhat Abbas, et de rendre plus difficile l'intervention des oppositionnels au sein du parti du F.L.N. ainsi qu'à l'Assemblée nationale.

En dépit du caractère un moment dramatique de la situation en Kabylie, l'essentiel n'en réside pas moins dans l'extension considérable — et irréversible — qui vient encore d'être donnée au secteur socialiste. **Albert Roux**